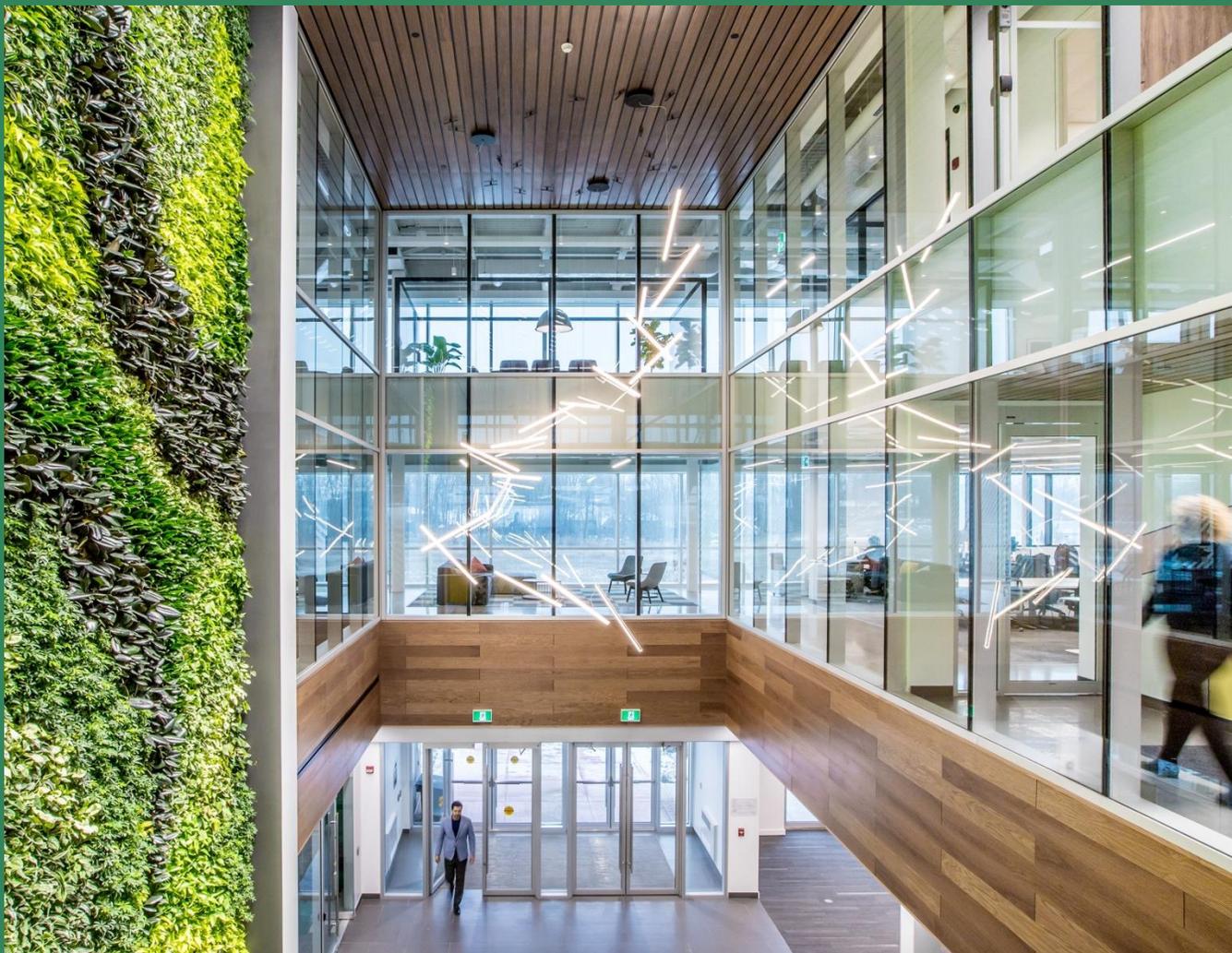


Mémoire pour les consultations prébudgétaires présenté au Comité permanent des finances

Le 4 août 2023



Sommaire des recommandations

1 Pour dynamiser l'économie de la rénovation au Canada, le gouvernement devrait

Rendre obligatoires les plans de transition vers le carbone zéro pour tous les types de bâtiment et soutenir leur élaboration dans le cadre d'un programme de rénovations profondes de décarbonation. La planification de la transition assurera le calendrier et l'échelonnement efficaces des mesures de réduction du carbone.

2 Pour stimuler la chaîne d'approvisionnement du Canada en matériaux de construction sobres en carbone, le gouvernement devrait

Créer un programme de subventions visant à accroître les capacités en matière d'analyse du cycle de vie et de déclaration environnementale des produits (DEP) pour les produits fabriqués par les petites et moyennes entreprises canadiennes.

3 Pour attirer les investissements privés dans les bâtiments durables à carbone zéro, le gouvernement devrait

Soutenir le coût initial des projets de rénovation profonde de décarbonation par le biais d'un nouveau programme d'encouragement.



Introduction

Les bâtiments à carbone zéro¹, qu'il s'agisse de nouvelles constructions ou de rénovations, sont des bâtiments durables et ils offrent l'occasion la meilleure et la plus rentable de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). L'investissement dans des bâtiments à carbone zéro offre des avantages environnementaux et socio-économiques précieux.

Par exemple, pour atteindre les cibles de réduction des émissions du Canada pour 2030, il faut accélérer et intensifier la construction et la rénovation de bâtiments durables. Par conséquent, le Canada pourrait connaître un boom économique du fait **de la multiplication par trois du nombre d'emplois directs dans le secteur du bâtiment durable, qui pourrait atteindre 1,5 million.**

Autre point essentiel pour l'économie du Canada, les bâtiments durables créent des collectivités résilientes qui peuvent mieux s'adapter au changement climatique – une nécessité cruciale compte tenu de la dévastation récente causée par des phénomènes météorologiques extrêmes qui, selon le Bureau d'assurance du Canada, ont causé 3,1 milliards de dollars de dommages assurés. Au-delà de l'adaptation au changement climatique, les bâtiments durables créent également des milieux de travail sécuritaires, sains et accessibles, ainsi que des logements abordables qui reconnaissent le coût total de propriété.

Les raisons pour effectuer la transition vers des bâtiments à carbone zéro sont évidentes, mais il faut accélérer la progression. Le Plan de réduction des émissions (PRÉ) du Canada demande une réduction de 37 pour cent des émissions pour le secteur des bâtiments d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2005. Il sera difficile d'atteindre cette cible, étant donné que :

- les émissions globales du secteur des bâtiments ont augmenté entre 2005 et 2019, mais elles ont diminué en 2020 et 2021²;
- l'exploitation des bâtiments compte pour 18 pour cent des émissions de GES du Canada, mais si l'on tient compte des matériaux et des processus de construction, le pourcentage augmente à 28 pour cent;
- l'accès restreint à des matériaux sobres en carbone et les pénuries de main-d'œuvre ont freiné l'adoption généralisée.

Toutefois, le simple fait de se concentrer sur la **rénovation des grands bâtiments du Canada pourrait contribuer à l'atteinte de 55 pour cent des projections établies pour le secteur des bâtiments par le PRÉ**. Cela permettrait de réduire de 21 MT les émissions de GES sur la réduction de 38 MT définie par Environnement et Changement climatique Canada³.

Pour atteindre cet objectif ambitieux, le gouvernement fédéral a alloué un financement pour la Stratégie canadienne pour les bâtiments verts dans son budget de 2022 et pour l'énergie propre dans son budget de 2023. De plus, il établit également le leadership public avec la Stratégie pour un gouvernement vert qui fixe des étapes pour les nouvelles constructions et les rénovations majeures d'immeubles fédéraux et pour les installations louées par le gouvernement fédéral. Le CBDCA continue de soutenir ces initiatives et recommande les politiques suivantes pour améliorer les conditions de la mise en œuvre des différentes stratégies et décarboner les grands bâtiments du Canada.

¹ Un bâtiment à carbone zéro est un bâtiment très écoénergétique qui produit sur place, ou qui se procure, de l'énergie renouvelable sans carbone ou des crédits de carbone de grande qualité dans une quantité suffisante pour compenser les émissions de carbone annuelles associées aux matériaux et à l'exploitation du bâtiment.

² ERNC, *Sources et puits de gaz à effet de serre au Canada : Sommaire 2023*, <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/changements-climatiques/emissions-gaz-effet-serre/sources-puits-sommaire-2023.html>

³ CBDCA, *Une feuille de route pour les rénovations*, 2017

1 Dynamiser l'économie de la rénovation

La quasi-totalité des 150 000 grands bâtiments commerciaux et institutionnels du Canada⁴ peut atteindre le net zéro au fil du temps selon le rapport [Décarbonation des grands bâtiments du Canada](#) publié par le CBDCA en décembre 2021. Ces rénovations profondes tellement nécessaires amélioreront la performance des bâtiments et réduiront les GES. Toutefois, le gouvernement fédéral doit collaborer avec le secteur privé pour surmonter les obstacles économiques, de marché et financiers concurrents qui empêchent la réalisation des rénovations profondes de décarbonation⁵.

Au cours des 30 prochaines années, les propriétaires de bâtiments n'auront peut-être qu'une seule occasion de financer une rénovation de décarbonation profonde, complète et rentable. Profiter du renouvellement typique des systèmes d'un bâtiment pendant son cycle de vie pour investir dans une modernisation est la meilleure approche aux rénovations profondes de décarbonation. Les propriétaires de ces bâtiments ont besoin de plans de transition pour investir stratégiquement dans les rénovations nécessaires pour éliminer les combustibles fossiles de leurs portefeuilles immobiliers au fil du temps. Le gouvernement pourrait soutenir cette planification à long terme en exigeant des plans de transition vers le carbone zéro et des améliorations écoénergétiques (telles que l'amélioration des enveloppes des bâtiments par du vitrage à haute performance ou les options de remplacement des combustibles fossiles, comme les thermopompes) comme condition de financement fédéral.

Nous recommandons un investissement de 3 millions \$ sur trois ans à Ressources naturelles Canada pour soutenir l'élaboration de lignes directrices, la formation et les communications afin que le secteur du bâtiment adopte rapidement des plans de transition.

2 Stimuler la chaîne d'approvisionnement du Canada en matériaux de construction sobres en carbone

Tout projet de construction ou de rénovation de bâtiment qui ne cible pas l'exploitation à carbone zéro aujourd'hui augmentera les émissions. Il faudra investir dans l'équipement mécanique, les systèmes de ventilation et les enveloppes de ces bâtiments pour atteindre la carboneutralité en 2050. Pour atteindre des objectifs de réduction significative du carbone des bâtiments, il faudra également se concentrer sur le carbone intrinsèque⁶. Pour les nouvelles constructions, les études prédisent que près de [75 pour cent des émissions](#) d'ici 2030 proviendront des matériaux.

Les politiques publiques en matière d'approvisionnement doivent passer d'un modèle qui favorise l'option du plus bas prix à un modèle qui favorise l'utilisation de matériaux de construction sobres en carbone. L'établissement d'une chaîne d'approvisionnement canadienne sobre en carbone nécessitera des investissements dans la recherche, le développement et le soutien à la fabrication.

⁴ Ressources naturelles Canada, [La Stratégie canadienne pour les bâtiments verts](#), septembre 2022.

⁵ Une rénovation profonde de décarbonation est un projet impliquant de multiples mesures d'efficacité énergétique et/ou d'énergie renouvelable dans un bâtiment existant, dans le but de réaliser des réductions importantes de la consommation d'énergie nette (réductions de 40 % ou plus).

⁶ Les émissions de carbone intrinsèque sont celles qui découlent de la fabrication, du transport, de l'installation, de l'utilisation et du traitement en fin de vie des matériaux utilisés dans la construction d'un bâtiment. Les équipes de conception peuvent réaliser les plus grandes économies de carbone intrinsèque en examinant attentivement cette question dès le début d'un projet.

De plus, le secteur aura besoin de clarté par rapport aux exigences de documentation et au calendrier de mise en œuvre des nouvelles réglementations.

Le Secrétariat du Conseil du trésor s'est engagé dans cette voie en décembre 2022 en publiant une « [Norme sur le carbone intrinsèque en construction](#) » qui vise les mélanges de béton. En mai 2023, la ville de Toronto a annoncé une nouvelle réglementation sur le carbone intrinsèque alors que la ville de Vancouver vise l'adoption de sa propre réglementation à l'automne 2023. Toutes ces normes exigent des déclarations environnementales de produits (DEP) ou des analyses du cycle de vie.

Pour uniformiser les règles du jeu, le gouvernement fédéral devrait investir 25 millions \$ pour permettre aux PME canadiennes d'effectuer des analyses du cycle de vie (ACV) et pour faciliter l'obtention des Déclarations environnementales de produits (DEP) pour les produits sobres en carbone, en mettant l'accent sur les matériaux de structure, comme le priorisent la Stratégie pour un gouvernement vert et la future Stratégie favorisant l'achat de produits propres. À titre de comparaison, l'Inflation Reduction Act prévoit que le gouvernement fédéral des États-Unis investira plus de 330 millions \$ dans le même type d'initiative⁷.

Cet investissement pourrait ajouter jusqu'à 500 DEP ou ACV sur le marché et dans l'Inventaire du cycle de vie établi dans le cadre de l'initiative ACV², ce qui favoriserait la création d'une chaîne d'approvisionnement canadienne saine et sobre en carbone en plus de renforcer la croissance économique locale et la compétitivité sur la scène mondiale.

3 Attirer les investissements privés dans les bâtiments durables à carbone zéro

La pression se fait de plus en plus forte pour que le secteur du bâtiment reste compétitif alors que d'autres pays investissent de manière agressive dans des produits et des technologies visant à décarboner les bâtiments. Les entreprises œuvrant dans le secteur de l'immobilier commercial subissent des pressions de la part des investisseurs nationaux et internationaux pour établir des cibles de carboneutralité et atteindre des objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Dans le même temps, les locataires d'espaces commerciaux attendent de leurs propriétaires qu'ils prennent des mesures de durabilité pour atteindre leurs propres objectifs ESG⁸. Face à cette pression accrue du marché, les sociétés immobilières se tournent vers la collecte des données et la planification de la transition, les nouvelles approches pour financer la décarbonation et les certifications de tierces parties comme celle des [Normes du bâtiment à carbone zéro du CBDCA](#) pour vérifier les résultats.

D'un point de vue national, la pression vient des partenaires commerciaux. Aux États-Unis, la combinaison de l'Inflation Reduction Act, du décret sur le programme fédéral Buy Clean et des financements antérieurs alloués aux infrastructures a créé un flux massif de capitaux et d'opportunités pour le secteur du bâtiment. Pour affirmer le caractère concurrentiel du Canada et accroître les rénovations profondes de décarbonation et les nouvelles constructions à carbone zéro, le gouvernement fédéral pourrait créer un programme d'encouragement qui soutient le coût initial des

⁷ Investissement de 250 millions USD pour l'aide aux déclarations de produits environnementaux, [EPA - Inflation Reduction Act Presentation- 2022](#)

⁸ JLL, [Capital Markets Foundations and the Net-Zero Carbon Transition \(jll.ca\)](#), octobre 2022.

rénovations profondes de décarbonation, semblable au [Programme d'encouragement pour les bâtiments commerciaux](#) administré par Ressources naturelles Canada au début des années 2000. Cette approche pourrait comprendre une échelle de performance : plus grande est la réduction des émissions de carbone, plus grands sont les encouragements obtenus.

Un premier volet de financement devrait être dédié aux bâtiments commerciaux et institutionnels. Cet encouragement pourrait être plus favorable si les projets peuvent atteindre une norme élevée, comme la certification de la Norme du bâtiment à carbone zéro - Performance, ou démontrer une réduction mesurable des émissions de carbone.

Un deuxième volet peut soutenir les coûts initiaux pour les bâtiments résidentiels, en particulier pour les bâtiments résidentiels à logements multiples de faible et de moyenne hauteur conçus à des fins particulières. L'analyse de rentabilité de ce type de bâtiment est plus difficile⁹, mais le très grand nombre de logements locatifs et de logements du marché construits nécessite une attention et des investissements. Tous ces projets nécessiteraient des plans de transition pour obtenir du financement.

Conclusion

Dans la foulée de phénomènes météorologiques de plus en plus imprévisibles et dommageables, le changement climatique et la résilience doivent être au cœur des priorités du Canada. Pour ralentir et éventuellement inverser le changement climatique, nous devons réduire considérablement les émissions de carbone. Le secteur du bâtiment peut le faire à grande échelle avec des bâtiments à carbone zéro, une approche éprouvée et rentable.

L'atteinte de la carboneutralité d'ici 2050 exige la décarbonation de tous les grands bâtiments du Canada – et le financement de mesures audacieuses par le gouvernement fédéral. L'engagement du Canada à décarboner son environnement bâti fournira un modèle mondial que d'autres pays pourront suivre et, en même temps, permettra que les bâtiments et les collectivités soient mieux préparés pour répondre aux impacts du changement climatique. De plus, comme autres avantages, l'économie de la rénovation créera de nouveaux emplois, favorisera l'innovation et assurera la croissance de la chaîne d'approvisionnement sobre en carbone du Canada.

Le secteur du bâtiment durable est prêt. Nous avons prouvé que les bâtiments à carbone zéro sont techniquement et financièrement réalisables et que tous les bâtiments ont une voie vers le zéro. Pour qu'il puisse atteindre ses objectifs en matière de carbone, le secteur du bâtiment a besoin d'un leadership fédéral intentionnel et réfléchi, notamment en ce qui concerne les approvisionnements et les investissements publics. De plus, le gouvernement peut tirer parti d'une stratégie nationale de rénovation liée à la réduction des GES pour promouvoir des maisons plus saines et plus abordables.

⁹ CBDCA, [Décarbonation des grands bâtiments du Canada](#), pages 24 et 25, décembre 2021.